

## Politiques publiques et contributions politiques

### Politiques publiques

Nous surveillons de près les questions de politique publique importantes qui pourraient toucher notre entreprise, nos collectivités et la société dans tous les territoires où nous exerçons nos activités. Ces questions comprennent celles que nous avons mentionnées dans notre analyse annuelle de l'importance relative, par exemple l'impôt, l'accessibilité et l'inclusion financières et l'abordabilité des logements.

Comme, à la TD, nous exerçons nos activités dans un secteur hautement réglementé, les changements apportés aux règlements et aux politiques régissant les services financiers nous touchent particulièrement; ainsi, nous sommes

naturellement soucieux de l'instauration d'un marché financier sain et viable. Puisque nous sommes motivés par un souci de transparence en ce qui concerne nos contributions politiques et nos interactions liées aux politiques publiques, toutes ces activités sont régies par différentes politiques et procédures internes. De plus, le comité de gouvernance du conseil d'administration supervise la stratégie de responsabilité d'entreprise de la TD et la gestion des principaux risques touchant ses activités, notamment le risque réputationnel, et reçoit régulièrement des rapports qui portent, entre autres, sur les répercussions importantes des interactions de la TD en lien avec les politiques publiques.

### La TD participe aux questions de politiques publiques d'une variété de façons :

- Nous surveillons l'activité gouvernementale et les développements en matière de législation et de réglementation afin de rester informés des questions importantes.
- Nous dialoguons avec les élus, les fonctionnaires, les organismes de réglementation et de pression dans le but de les sensibiliser à la position de la TD.
- Nous participons aux processus pertinents d'élaboration des politiques (p. ex. consultations publiques/sectorielles) en offrant idées et expertise constructives, dans le but de contribuer à l'instauration de politiques judicieuses.

### Relations gouvernementales au Canada

Au Canada, le service Affaires gouvernementales coordonne le dialogue de la TD avec les politiciens et les fonctionnaires, ainsi qu'avec un grand nombre des associations sectorielles et des organismes de pression avec lesquels nous entretenons des relations. Le groupe Relations avec les autorités de réglementation collabore avec les organismes de réglementation au Canada et à l'étranger (sauf aux États-Unis).

La TD interagit surtout avec le gouvernement fédéral, dont relèvent toutes les opérations bancaires et nombre d'autres services financiers. La politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying de la TD satisfait à toutes les exigences fédérales en matière de divulgation des activités de lobbying. De plus, la TD fait rapport de toutes ses activités au Commissariat au lobbying du Canada, conformément aux exigences.

### Relations gouvernementales aux États-Unis

Aux États-Unis, l'équipe Affaires gouvernementales et réglementaires gère les relations de TD Bank avec les organismes de réglementation, les élus et les autres employés gouvernementaux aux niveaux fédéral, étatique et local. Elle coordonne de plus les relations de TD Bank avec des associations professionnelles clés.

TD Bank se conforme à toutes les exigences de divulgation relatives à ses relations avec les représentants du gouvernement et à toute autre loi, règle ou règlement qui les régissent. Nous avons adopté une politique complète en matière de cadeaux et de divertissements, et nous offrons une formation exhaustive en matière d'éthique aux employés qui ont des relations avec les représentants gouvernementaux.

### Politiques applicables de la TD

Politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying (interne)

Code de conduite et d'éthique professionnelle (article K)

Politique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption

Politique en matière de cadeaux et de divertissements (États-Unis)



## Politiques publiques et contributions politiques (suite)

### Prises de position sur des politiques publiques importantes en 2018

| ENJEU  | PARTIES PRENANTES                                 | DÉVELOPPEMENTS MAJEURS ET POSITIONS OU ACTIVITÉS DE LA TD  |
|--|---|--|
| <b>Changements à la réglementation</b>                 |   |  |
| <b>Mise en œuvre de la loi Dodd-Frank</b>              | Congrès américain et organismes de réglementation | La TD a continué de participer au processus consultatif relatif à la mise en œuvre de la loi Dodd-Frank.   |
| <b>Enjeux touchant l'économie et les consommateurs</b> |   |  |
| <b>Paiements</b>                                       | Gouvernement du Canada                            | La TD et Paiements Canada prennent part à une initiative de modernisation des systèmes et des règles qui sont essentiels à l'écosystème des paiements du Canada.   |
| <b>Cybersécurité</b>                                   | Gouvernement du Canada                            | La TD et des instances gouvernementales de haut niveau prennent part à une stratégie de cybersécurité pour combattre les cybermenaces pesant sur le secteur des services financiers.   |
| <b>Loi sur les banques – révision 2019</b>             | Gouvernement du Canada                            | Par l'entremise de l'Association des banquiers canadiens, la TD travaille sur les dispositions touchant les activités et les placements autorisés.   |
| <b>Lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA)</b>     | Gouvernement du Canada                            | La TD et le ministère des Finances du Canada se penchent sur les changements proposés aux règlements en matière de LCBA afin d'optimiser les mesures de prévention du blanchiment d'argent et du financement d'activités terroristes.            |
| <b>Régime fédéral de protection des consommateurs</b>  | Gouvernement du Canada                            | Par l'entremise de l'Association des banquiers canadiens, la TD travaille pour améliorer les règles de protection des consommateurs et, ainsi, rehausser la stabilité et la confiance des consommateurs dans le secteur des services financiers. |
| <b>Services bancaires ouverts</b>                      | Gouvernement du Canada                            | La TD se joint aux intervenants du secteur pour émettre des recommandations relatives à la consultation du gouvernement concernant les services bancaires ouverts.   |
| <b>Équité salariale</b>                                | Gouvernement du Canada                            | La TD est en faveur du projet de loi sur l'équité salariale du Canada, qui toucherait les employés du gouvernement fédéral et des institutions régies par le gouvernement fédéral, incluant les banques.   |

## Politiques publiques et contributions politiques (suite)

### Contributions politiques en 2018

#### Canada

En 2018, les contributions politiques de la TD au Canada ont été minimales. La TD a versé une contribution au parti au pouvoir et au parti de l'opposition officielle des provinces où les dons d'entreprise sont acceptés. Présentement, six provinces interdisent les contributions politiques des entreprises; par

ailleurs ces contributions ne sont pas non plus permises au niveau fédéral. Nos contributions se font sans parti pris politique, elles sont toutes consignées dans les archives publiques et peuvent être consultées sur le site Web des bureaux du directeur de scrutin provinciaux.

|              | 2018             | 2017             | 2016              |
|--------------|------------------|------------------|-------------------|
| Fédéral      | S. O.            | S. O.            | S. O.             |
| Provincial   | 34 000 \$        | 70 250 \$        | 184 235 \$        |
| Municipal    | -                | 200 \$           | 300 \$            |
| <b>TOTAL</b> | <b>34 000 \$</b> | <b>70 450 \$</b> | <b>184 535 \$</b> |

#### États-Unis

La législation fédérale aux États-Unis interdit aux sociétés, incluant les banques nationales, de verser des contributions politiques aux candidats qui se présentent aux élections de niveau fédéral, étatique ou local. Toutefois, elles sont permises si elles sont versées dans un fonds distinct créé par les banques nationales et autres sociétés. Ces fonds sont connus sous le nom de comités d'action politique (PAC) et il en existe plus de 4 000 aux États-Unis.

TD Bank a créé en août 2011 un comité d'action politique au niveau fédéral qui permet aux employés admissibles et intéressés de verser des contributions volontaires aux candidats qui se présentent aux élections fédérales soutenant un secteur de services financiers vigoureux et des politiques économiques saines. Le PAC de TD Bank est de nature non partisane et est financé seulement à l'aide de contributions volontaires des employés admissibles de TD Bank, qui peuvent être versées facilement par un système de retenue salariale mis sur pied par TD Bank.

Toutes les contributions émanant du PAC et versées aux candidats qui se présentent aux élections fédérales sont déclarées à la commission électorale fédérale et sont consignées dans les archives publiques. En outre, les employés dont la contribution est égale ou supérieure à 200 \$ par année voient celle-ci déclarée à la commission électorale fédérale et consignée dans les archives publiques. Pour en savoir plus sur le PAC de TD Bank, consultez la base de données de la Federal Election Commission (FEC). Un conseil d'administration assure la gouvernance du PAC de TD Bank, conformément à ses statuts constitutifs. Celui-ci est responsable de la gestion adéquate du PAC et témoigne de l'importance qu'accorde TD Bank à une gouvernance rigoureuse.

En 2018, le PAC de TD Bank, N.A. a versé 186 500 \$ à 54 candidats à la Chambre des représentants et au Sénat des deux partis politiques principaux et à deux PAC du secteur des services financiers fédéraux. Le PAC de TD Bank verse des contributions politiques qui sont permises par la loi fédérale et qui sont conformes aux lignes directrices strictes de la TD en matière d'activités liées aux politiques publiques et à leur promotion. Aucune contribution n'est versée dans le but d'obtenir un avantage injuste ou par opportunisme. La contribution de TD Bank ne constitue pas non plus un appui indépendant à l'élection ou à la défaite de candidats en particulier qui se présentent aux élections fédérales.

#### Autres pays

La TD n'a versé aucune contribution politique ailleurs dans le monde.

